

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 19 juli 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

(1) *Zitting 2010-2011* :

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 227-1. — Verslag nr. 227-2.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van 18 juli 2011. Aanneming. — Vergadering van 19 juli 2011.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2011 — 2128

[C — 2011/29429]

19 JUILLET 2011. — Décret modifiant les décrets du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés et du 23 mai 2008 visant la reconnaissance et le subventionnement du Comité olympique et interfédéral belge (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés*

Article 1^{er}. L'article 6 du décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés est modifié comme suit :

1° l'article 6 actuel forme un paragraphe 1^{er} nouveau;

2° un paragraphe 2 est ajouté, rédigé comme suit :

« § 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, en cas d'évaluation défavorable ou réservée telle que visée aux articles 9, 8°, et 9bis, le Gouvernement met en demeure, par recommandé, le centre sportif local ou le centre sportif local intégré, de prendre les mesures nécessaires en vue de se conformer aux recommandations du rapport d'évaluation dans un délai de six mois à compter de la réception de ce courrier.

Au terme de ce délai de six mois, une nouvelle évaluation dûment motivée est réalisée par les fonctionnaires désignés par le Gouvernement et transmise à celui-ci dans un délai de 30 jours.

Si cette nouvelle évaluation est défavorable, le Gouvernement peut, après que le centre sportif local ou le centre sportif local intégré ait été invité à faire valoir ses arguments et après avis du Conseil supérieur, décider à son encontre de la suppression de la faculté d'obtenir pour l'exercice budgétaire de l'année suivante, les subventions octroyées sur base de l'article 11.

Cette décision est notifiée dans un délai de quinze jours, prenant cours à la date de transmission de l'avis du Conseil supérieur au Gouvernement, au centre sportif local ou au centre sportif local intégré par recommandé.

En cas de nouvelle évaluation défavorable au terme de l'année non subsidiée, la reconnaissance peut être retirée par le Gouvernement après avis du Conseil Supérieur et après que le centre sportif local ou le centre sportif local intégré ait été invité à faire valoir ses arguments. La décision est notifiée par recommandé. »

Art. 2. L'article 9 du même décret est modifié comme suit :

1° le point 1 est remplacé par le point suivant :

« 1° promouvoir une pratique sportive ambitieuse et de qualité sous toutes ses formes et sans discriminations. »

2° les points suivants, rédigés comme suit, sont ajoutés :

« 2bis. Promouvoir les valeurs d'éthique sportive et de fair-play auprès des utilisateurs du centre.

2ter. Remettre annuellement au Gouvernement, et au plus tard pour le 31 mars, un rapport d'activités sur les actions menées au cours de l'année civile écoulée visant à remplir les missions énoncées aux points 1, 2, 2bis, 3 et 9. Le Gouvernement fixe le modèle de ce rapport d'activités ».

3° le point 8 est remplacé comme suit :

« 8. accepter l'inspection de ses activités et le contrôle des documents comptables et administratifs et se soumettre à une évaluation annuelle, selon les modalités fixées par le Gouvernement, tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif, basée sur les données du rapport d'activités visé au point 2ter permettant d'apprécier la valeur ajoutée procurée par le financement de la Communauté française dans le cadre du présent décret. Le Gouvernement désigne les fonctionnaires chargés de réaliser cette inspection et cette évaluation.

Art. 3. Un article *9bis* est ajouté au même décret :

Article *9bis*. Le rapport d'évaluation visé à l'article 9, 8, que l'issue soit favorable, défavorable ou réservée, est notifié, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, au centre sportif local ou au centre sportif local intégré.

Les objectifs à atteindre dans les différents postes du rapport d'activités permettant de qualifier l'évaluation de favorable, défavorable ou de réservée tiennent compte des caractéristiques techniques et géographiques des centres sportifs locaux ou centres sportifs locaux intégrés.

Art. 4. Un alinéa 2, rédigé comme suit, est ajouté à l'article 10 du même décret :

« Le centre sportif local et le centre sportif local intégré communiquent les informations utiles, en ce compris les modifications d'emplacement éventuelles à l'autorité administrative compétente afin d'intégrer leurs infrastructures sportives au sein du cadastre des infrastructures sportives. »

Art. 5. Les alinéas suivants, rédigés comme suit, sont ajoutés à l'article 11 du même décret :

« Une avance sur la subvention visée à l'alinéa précédent est versée aux bénéficiaires dans le courant du premier trimestre de l'année en cours.

Cette avance s'élève à 50 % du montant mis en liquidation pour le même objet au même bénéficiaire l'année précédente. »

Art. 6. L'article 13 du même décret, est modifié comme suit :

1° au § 1^{er} les mots « deux personnes » sont remplacés par les mots suivants « deux équivalents temps plein »;

2° un alinéa 2 nouveau est inséré libellé comme suit :

« Le centre sportif local ou le centre sportif local intégré qui gère une piscine couverte, ouverte au public d'une dimension d'au moins 25 mètres bénéficie, outre le nombre fixé à l'alinéa premier, d'un équivalent mi-temps sans préjudice du nombre maximum de deux équivalents temps plein. »;

3° Les mots suivants sont ajoutés au début de l'alinéa 2 devenu l'alinéa 3 : « Par dérogation au nombre maximum visé à l'alinéa premier. »

Art. 7. A l'article 15 du même décret, la phrase suivante est ajoutée après la première phrase : « Le premier agent subventionné chargé de la coordination est tenu d'être porteur d'un brevet de gestionnaire d'infrastructures sportives à partir du 1^{er} janvier 2013. Si le centre ne comporte pas d'agent de coordination, l'agent chargé des tâches de gestion est tenu d'être porteur d'un brevet de gestionnaire d'infrastructures sportives à partir du 1^{er} janvier 2013. »

CHAPITRE II. — *Du Comité olympique et interfédéral Belge*

Art. 8. L'article 3, alinéa 1^{er}, 4°, du décret du 23 mai 2008 visant la reconnaissance et le subventionnement du comité olympique et interfédéral belge est modifié comme suit :

1° au point c), les mots « des Universiades », « des Jeux paralympiques » et « des Jeux mondiaux » sont supprimés;

2° au point c), les mots « des Jeux olympiques de la jeunesse » sont ajoutés après les mots « des Jeux olympiques »;

3° un point g) nouveau est ajouté, rédigé comme suit : « g) La coordination dans le cadre de la participation de sportifs francophones aux Jeux Paralympiques et aux Jeux mondiaux.

Art. 9. L'article 14 du même décret est complété par l'ajout en fin de phrase des mots suivants : « et g). »

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur à une date fixée par le Gouvernement et au plus tard au 1^{er} janvier 2012 à l'exception des articles 8 et 9 qui entrent en vigueur dix jours après la publication du présent décret au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement
de la Communauté française,

R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance,
de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget,
des Finances et des Sports,

A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre
de l'Enseignement supérieur,

J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,

Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel,
de la Santé et de l'Égalité des chances,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement
obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M.-D. SIMONET

Note

(1) *Session 2010-2011* :
Documents du Parlement. Projet de décret, n° 224-1. — Amendements de commission, n° 224-2 - Rapport, n° 224-3. — Amendements de séance, n° 224-4
Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance du 18 juillet 2011. — Adoption. Séance du 19 juillet 2011.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 2128

[C — 2011/29429]

19 JULI 2011. — Decreet tot wijziging van de decreten van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra en van 23 mei 2008 betreffende de erkenning en de subsidiëring van het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Plaatselijke sportcentra en geïntegreerde plaatselijke sportcentra*

Artikel 1. Artikel 6 van het decreet van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra, wordt als volgt gewijzigd :

1° het huidige artikel 6 vormt een nieuwe eerste paragraaf;

2° er wordt een paragraaf 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« §2. In afwijking van de eerste paragraaf, in geval van een gunstige evaluatie of de evaluatie « met voorbehoud » zoals bedoeld bij de artikelen 9, 8°, en 9bis, stelt de Regering, per aangetekende brief, het plaatselijke sportcentrum of het geïntegreerde plaatselijke sportcentrum in gebreke de nodige maatregelen te treffen met als doel zich te schikken naar de aanbevelingen van het evaluatieverslag binnen een termijn van zes maanden vanaf de ontvangst van de brief.

Na deze zes maanden, wordt door de ambtenaren aangesteld door de Regering een nieuwe evaluatie gedaan die met redenen omkleed wordt en aan de Regering overgezonden binnen een termijn van dertig dagen.

Als deze nieuwe evaluatie ongunstig is, kan de Regering, nadat aan het plaatselijke sportcentrum of het geïntegreerde plaatselijke sportcentrum gevraagd werd zijn argumenten te laten gelden en na advies van de Hoge raad, beslissen over de afschaffing van de mogelijkheid voor dit centrum voor het volgende begrotingsjaar om de toelagen toegekend op basis van artikel 11 te krijgen.

Binnen een termijn van veertien dagen wordt bij aangetekende brief van deze beslissing aan het plaatselijke sportcentrum of aan het geïntegreerde sportcentrum kennisgegeven. Deze beslissing treedt in werking op de datum van de overzending van het advies van de Hoge raad aan de Regering.

Als de nieuwe evaluatie op het einde van het niet-gesubsidieerde jaar ook ongunstig is, kan de Regering de erkenning intrekken na advies van de Hoge raad en nadat aan het plaatselijke sportcentrum of het geïntegreerde plaatselijke sportcentrum gevraagd werd zijn argumenten te laten gelden. »

Art. 2. Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° punt 1 wordt door het volgende punt vervangen :

« 1° ambitieuze kwaliteitssportbeoefening promoten in al haar vormen en zonder discriminatie; ».

2° de volgende punten, luidend als volgt, worden toegevoegd :

« 2bis. de ethische sport- en fair-playwaarden bij de gebruikers van het centrum promoten

2ter. Jaarlijks aan de Regering, en ten laatste tegen 31 maart, een activiteitenverslag overzenden over de acties geleid tijdens het afgelopen kalenderjaar om de opdrachten bedoeld bij de punten 1, 2, 2bis, 3 en 9 te verwezenlijken. De Regering bepaalt het model van dit activiteitenverslag.

3° punt 8 wordt vervangen als volgt :

« 8 de inspectie van zijn activiteiten toelaten alsook de controle van de boekhoudkundige en administratieve documenten en zich aan een jaarlijkse evaluatie te onderwerpen, volgens de door de Regering bepaalde nadere regels, zowel op kwantitatief als kwalitatief niveau, waarbij de evaluatie op de gegevens van het evaluatieverslag bedoeld bij punt 2ter steunt, om de toegevoegde waarde verschaft door de financiering door de Franse Gemeenschap in het kader van dit decreet, te schatten. De Regering stelt de ambtenaren aan die belast zijn met deze inspectie en evaluatie. ».

Art. 3. Er wordt een artikel 9bis aan hetzelfde decreet toegevoegd :

« Artikel 9bis.

Van het evaluatieverslag bedoeld bij artikel 9, 8, wat ook het resultaat (gunstig, ongunstig of met voorbehoud) is, wordt, volgens de nadere regels bepaald door de Regering, aan het plaatselijke sportcentrum of het geïntegreerde plaatselijke sportcentrum kennisgegeven.

De te bereiken doelstellingen in de verschillende rubrieken van het activiteitenverslag, die de toekenning van de melding (gunstig, ongunstig of met voorbehoud) toelaten, houden rekening met de technische en geografische kenmerken van de plaatselijke sportcentra of de geïntegreerde plaatselijke sportcentra. »

Art. 4. Er wordt een tweede lid, luidend als volgt, toegevoegd aan artikel 10 van hetzelfde decreet :

« Het plaatselijke sportcentrum en het geïntegreerde plaatselijke sportcentrum delen de nodige informatie mee, met inbegrip van de wijzigingen van plaatsen aan de bevoegde bestuursverheid om te zorgen voor de integratie van de sportinfrastructuren binnen het kadaster van de sportinfrastructuren. »

Art. 5. De volgende leden, luidend als volgt, worden toegevoegd aan artikel 11 van hetzelfde decreet :

« Een voorschot op de toelage bedoeld bij het vorige lid wordt aan de begunstigden gestort gedurende het eerste kwartaal van het lopende jaar.

Dat voorschot bedraagt 50 % van het uitbetaalde bedrag om hetzelfde doel aan dezelfde begunstigde tijdens het vorige jaar. »

Art. 6. Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt als volgt gewijzigd :

1° bij § 1 worden de woorden « twee personen » vervangen door de woorden « twee voltijdse equivalenten »;

2° er wordt een nieuw tweede lid ingevoegd luidend als volgt : « Het plaatselijke sportcentrum of het geïntegreerde plaatselijke sportcentrum dat een bedekte piscine beheert, die open is voor het publiek en die minstens 25 meter bestrijkt, geniet, naast het aantal bedoeld bij het eerste lid, een halftijds equivalent onverminderd het maximumaantal van twee voltijdse equivalenten. »;

3° de volgende woorden worden toegevoegd op het begin van het tweede lid dat het derde is geworden : « In afwijking van het maximumaantal bedoeld bij het eerste lid, ».

Art. 7. In artikel 15 van hetzelfde decreet wordt de volgende zin toegevoegd na de eerste zin : « De eerste gesubsidieerde ambtenaar die belast is met de coördinatie moet houder zijn van een brevet van beheerder van sportinfrastructuur vanaf 1 januari 2013. Indien het centrum over geen coördinatieambtenaar beschikt, moet de ambtenaar belast met de beheeropdrachten houder zijn van een brevet van beheerder van sportinfrastructuur vanaf 1 januari 2013. »

HOOFDSTUK II. — *Het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité*

Art. 8. Artikel 3, eerste lid, 4°, van het decreet van 23 mei 2008 betreffende de erkenning en de subsidiëring van het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité, wordt gewijzigd als volgt :

1° bij punt *c*) worden de woorden « de Universiades », « de Paralympische spelen » en « de Wereldspelen » afgeschaft;

2° bij punt *c*) worden de woorden « de Jeugd Olympische spelen » toegevoegd na de woorden « de Olympische spelen »;

3° er wordt een nieuw punt *g*) toegevoegd, luidend als volgt : « *g*) de coördinatie in het kader van de deelname van Franstalige sportbeoefenaars in de Paralympische spelen en de Wereldspelen ».

Art. 9. Artikel 14 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met « en *g*) », op het einde van de zin.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepaling*

Art. 10. Dit decreet treedt in werking op een door de Regering bepaalde datum en ten laatste tegen 1 januari 2012 met uitzondering van de artikelen 8 en 9 die in werking treden tien dagen na de bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel op 19 juli 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Kind,
Wetenschappelijk onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vicepresident en Minister van Begroting,
Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vicepresident en
Minister van Hoger onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele sector,
Gezondheid en Gelijke kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs
en Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

(1) *Zitting 2010-2011 :*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 224-1. — Commissieamendementen, nr. 224-2. — Verslag nr. 224-3. — Vergaderingsamendementen, nr. 224-4.

Integrale verslagen. — Bespreking. — Vergadering van 18 juli 2011. — Aanneming. Zitting van 19 juli 2011.